

Rapport Financier

2020



Edify 2020 : solide malgré la crise sanitaire



PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.

L'année 2020 s'est terminée positivement pour Edify, après les vives inquiétudes engendrées par la crise sanitaire. Souvenons-nous de ce mois de mars: la France confinée, les entreprises fermées, l'économie à l'arrêt. Un sentiment de sidération suivi de réactions rapides: protection des personnels, application des mesures barrières, focus sur la trésorerie de nos participations pour qu'elles tiennent « le temps qu'il faudra ».

Par voie de conséquence, le chiffre d'affaires consolidé d'Edify à fin juin affichait un retrait de 11 % et l'EBITDA une baisse de 40 %.

Les efforts de toutes les entreprises du portefeuille pour s'adapter à cette nouvelle donne et l'amélioration de la situation sanitaire au second semestre nous ont finalement permis de terminer l'exercice avec un EBITDA en légère progression.

Mieux encore: toutes nos entreprises sont en croissance au second semestre, à l'exception de Thermo-Technologies dont une partie de l'activité dépend de l'automobile et de l'aéronautique. Elles ont fait la démonstration de leur caractère « covid-proof ».

Les investissements ont été maîtrisés, une attention particulière a été portée à la trésorerie et les BFR affichent une nette baisse. Cela se traduit par une diminution de l'Endettement Financier Net de nos participations de 30 M€. Toutes nos sociétés ont généré des Free cash-flow positifs.

L'équipe Edify a été fortement sollicitée pour accompagner au plus près nos entreprises. Elle a également été active pour identifier des opportunités de build-up et de nouvelles acquisitions. Elle s'est ainsi concentrée sur l'acquisition de Ligier dont nous détenons 31,5 % depuis 2016. Ligier réalise 160 M€ de chiffre d'affaires sur les marchés de la mobilité sans permis et la livraison de proximité. L'évolution des comportements en matière de mobilité offre de vraies opportunités de développement à cette belle ETI. C'est un investissement dans lequel l'histoire industrielle d'Edify trouvera sa pleine application.

Enfin, Edify a lancé le 8 octobre une offre publique de rachat de ses propres actions. L'action cotait alors 49 euros. Le prix proposé, 70 euros, a permis aux actionnaires qui le souhaitaient de profiter de la valeur créée par Edify depuis décembre 2014, date de sa création. L'opération a été largement suivie et l'action a été retirée de la cote officielle de la Bourse de Luxembourg le 27 novembre 2020.

Je remercie l'équipe Edify, nos chefs d'entreprises et leurs équipes pour l'engagement et l'agilité dont ils ont fait preuve au cours de cette année exceptionnelle.

Nous aimerions tous retrouver des conditions « normales » pour exercer nos métiers. Malheureusement, nous sommes encore, en ce début d'année 2021, soumis à des contraintes dues à la situation sanitaire, avec la perspective de devoir « vivre avec » pendant longtemps.

Mais c'est la force des entreprises privées de savoir agir, s'adapter et continuer à progresser quelles que soient les difficultés de l'environnement. Nous sommes confiants pour le futur.

EDIFY – INVESTMENT PARTNER

Edify est une société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.

Sommaire

04

RELATION ACTIONNAIRES

05

ORGANISATION

06

PANORAMA DES COMPTES

08

RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2021

- 09 – Faits marquants de l'exercice
- 10 – Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify
 - 11 — Présentation des comptes
 - 12 — Événement post-clôture
- 12 – Informations sur les activités en matière de recherche et de développement
- 12 – Informations sur les risques financiers
- 13 – Informations sur les acquisitions d'actions propres
 - 13 – Existence de succursale
 - 13 – Développement futur probable
 - 13 – Affectation du résultat

14

DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

- 15 – Compte de résultat consolidé
- 16 – Bilan consolidé actif
- 17 — Bilan consolidé passif
- 18 – Tableau des flux de trésorerie
 - 19 — Général
- 19 — Faits marquants de l'exercice
- 19 — Événement post-clôture
- 20 – Annexes aux documents comptables consolidés

41

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

- 42 — Rapport sur l'audit des états financiers consolidés



Relation actionnaires

CAPITAL

Le capital de la société Edify S.A. (ci-après « Edify ») au 31 décembre 2020 s'élève à 4 860 000 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Au 31 décembre 2020, la société a émis 498 083 parts bénéficiaires, représentant un total de 5 253 634,56 €.

La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

COTATION

Les actions Edify étaient cotées et négociées sur le marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014 (valeur d'introduction à 50 €) et ce jusqu'au 27 novembre 2020, date du retrait de la cote. Edify a réalisé une offre publique d'achat en octobre 2020 (cf. Faits marquants page 9) et les actions ont été rachetées au prix de 70 €, soit

une prime de 43 % par rapport au dernier cours de bourse. Durant la période de cotation sur l'année 2020, le cours moyen de l'action était de 47,47 € et le dernier cours de bourse s'élevait à 47 €.

CALENDRIER FINANCIER 2021

25 mars	Publication des résultats de l'année 2020
17 mai	Assemblée Générale
20 mai	Publication du chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2021
23 septembre	Publication des résultats du 1 ^{er} semestre 2021
25 novembre	Publication du chiffre d'affaires du 3 ^e trimestre 2021

Organisation

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Vice-Président

WILFRID LE NAOUR

Membres du Conseil d'Administration

VICTOR DESPATURE

FRÉDÉRIC GENET

AGNÈS LARUELLE

LUIS MARINI-PORTUGAL

COMITÉ D'AUDIT

Président

VICTOR DESPATURE

Membre

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Membres

FRÉDÉRIC GENET

WILFRID LE NAOUR

COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président

WILFRID LE NAOUR

Membres

JEAN GUILLAUME DESPATURE

ANTHONY STAHL

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

ERNST & YOUNG S.A.



De gauche à droite :

WILFRID LE NAOUR,
Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify et précédemment Directeur Général de Somfy.

FRÉDÉRIC GENET,
Ancien Administrateur Délégué de Société Générale Bank & Trust Luxembourg.

AGNÈS LARUELLE,
Ancien membre du Comité Exécutif de MDO Management Company S.A. et ancien dirigeant agréé de MDO Services S.A.

PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration d'Edify. Précédemment Président du Directoire de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

VICTOR DESPATURE,
Membre du Conseil de Surveillance de Somfy et Président du Groupe MCSA.

LUIS MARINI-PORTUGAL,
Ancien Membre du Directoire d'Eurazeo.

CONTACTS

Edify

VALÉRIE MARQUES

Directeur Financier

Téléphone : +41 22 710 05 01

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Edify

INGRID MOTCH

Secrétaire Général

Téléphone : +352 24 83 16 20

E-mail : imotch@edify-investmentpartner.com



Panorama des comptes



Panorama des comptes

Données en millions d'euros	Exercice 2020	Exercice 2019
Actif Net Réévalué au 31 décembre	444,5	438,7
Chiffre d'affaires consolidé	558,4	583,6
EBITDA consolidé	60,6	60,0
Résultat Opérationnel Courant consolidé	35,0	35,8
Résultat opérationnel consolidé	23,5	24,1
Résultat net consolidé	9,6	12,1
Capacité d'autofinancement consolidée	46,4	44,2
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre*	79,6	89,6
Endettement Financier Net Edify S.A. au 31 décembre	29,2	13,5
Trésorerie mobilisable Edify S.A. au 31 décembre**	162,0	180,0

* Endettement Financier Net incluant les compléments de prix et différés de paiement.

** Avant l'acquisition de Ligier en février 2021 (cf. Événement post-clôture ci-après).



Rapport de gestion des administrateurs

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	09
ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY	10
Méthodologie	
Valorisation du portefeuille d'Edify	
PRÉSENTATION DES COMPTES	11
Période comptable	
Données sociales	
Données consolidées	
ÉVÈNEMENT POST-CLÔTURE	12
INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT	12
INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS	12
INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D' ACTIONS PROPRES	13
EXISTENCE DE SUCCURSALE	13
DÉVELOPPEMENT FUTUR PROBABLE	13
AFFECTATION DU RÉSULTAT	13

Rapport de gestion des administrateurs

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2021

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis afin de vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2020.

Edify est une société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour les couvertures de piscines, les agitateurs de tanks à lait et les équipements d'aqua fitness), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (limes et outils de précision pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermo-Technologies** (fils de haute technicité et revêtement des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Faits marquants de l'exercice

ABANDON DU PROJET DE PRISE DE CONTRÔLE DE FISK ALLOY INC. PAR THERMO-TECHNOLOGIES

Le 25 février 2020, Edify avait annoncé que le groupe Thermo-Technologies avait conclu un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital de la société

américaine Fisk Alloy Inc. En avril 2020, compte tenu de la crise sanitaire, les parties ont décidé d'un commun accord de ne pas donner suite au projet.

ACQUISITION DE MOSSBACH PAR PELLENC

Pellenc a acquis le 30 juin 2020, la société Mossbach (concessionnaire de matériels agricole et viticole) pour 3 M€.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DES ACTIONS SUIVIE DU RETRAIT DE LA BOURSE

Edify a lancé une offre publique de rachat de ses actions le 8 octobre 2020, portant sur un maximum de 309 357 actions, représentant 6,37 % de son capital, au prix de 70 € par action. Cette opération offrait aux actionnaires minoritaires une liquidité, à laquelle ils ne pouvaient alors avoir accès et leur permettait de céder leurs titres à un prix faisant ressortir une prime de 43 % par rapport au dernier cours de bourse. L'offre a pris fin le 12 novembre 2020 et un total de 123 636 actions a été apporté durant sa période d'acceptation.

Le retrait des actions Edify du marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg a pris effet le 27 novembre 2020. La décision de ce retrait s'explique par la faiblesse du volume de titres échangés, conséquence d'un capital flottant très réduit, et par l'absence de projets d'appel aux marchés à court et moyen termes.

Edify s'est engagée, pour une période supplémentaire de six mois à compter du 27 novembre 2020, date de retrait, à acquérir de gré à gré les actions détenues par les actionnaires minoritaires qui n'ont pas participé à l'offre publique et qui décideraient de vendre leurs actions. Le prix proposé reste à 70 €.

EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

Depuis un an, les sociétés se sont adaptées pour assurer la santé et la sécurité de leurs salariés tout en continuant leurs activités. Les aides de l'État (chômage partiel et Prêts Garan-



tis par l'État) ont permis de limiter les impacts financiers et de sécuriser les trésoreries des participations.

Face à cette crise sanitaire inédite, toutes les entreprises ont montré une agilité et une réactivité dans la prise de décisions leur permettant, pour certaines d'entre elles, d'afficher des résultats historiquement élevés.

La société Thermo-Technologies, en raison de son exposition aux secteurs de l'aéronautique et de l'automobile, est affectée durablement par la situation actuelle. Pellenc, quant à elle, a affiché un chiffre d'affaires stable en 2020.

Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify est la somme :

- des disponibilités de la holding Edify desquelles viennent se soustraire ses engagements financiers,
- des actifs financiers détenus par Edify réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous :

1. CRÉANCES OBLIGATAIRES

Les actifs financiers définis comme des créances obligataires sont évalués pour leur valeur nominale incluant les intérêts capitalisés.

2. TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable est retenue sauf si une valorisation fiable et récente est disponible.

3. TITRES DE PARTICIPATION CONSOLIDÉS

Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

Titres de sociétés non cotées

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

- **La méthode des multiples de comparables boursiers**

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la Capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation, (ii) de la dette nette issue des derniers états financiers publiés et (iii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résul-

tat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) estimées à la date d'évaluation par les analystes, pour l'année en cours et les deux années suivantes issues des consensus d'analystes les plus récents à la date d'analyse. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

- **La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)**

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des comparables (secteur, taille, exposition pays), similaire à l'échantillon retenu pour les multiples. Ce taux peut être ajusté en fonction des risques opérationnels et financiers de la société lorsque les sociétés comparables sont considérées comme insuffisamment représentatives du niveau de risque de la société valorisée. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

- **La méthode des multiples de transactions**

Les multiples de transactions peuvent être utilisés lorsqu'une transaction concerne une société dont le profil et l'activité sont similaires à ceux de la participation valorisée.

Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la cohérence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

La valeur d'entreprise est calculée à partir de la méthode DCF pour les participations dont l'activité est centrée sur des activités de niche spécifique ne permettant pas d'établir une liste pertinente de sociétés comparables cotées ou lorsque les participations se trouvent en retournement.

Cette analyse multicritère permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque, par Edify, de ses participations et de l'approche d'investissement à moyen terme d'Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et de l'endettement financier net, ce qui donne la valeur réévaluée de la participation à 100 %. Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. La valeur de la participation dans l'Actif Net Réévalué est obtenue en appliquant le pourcentage de détention d'Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité peut être appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou dans le cas de contrôle réduit.

Lorsque une cession est envisagée, le choix de la méthode de valorisation par les multiples de transactions peut être retenu lorsqu'une information de qualité avec un détail suffisant sur la transaction est disponible. Le cas échéant, le multiple retenu pour valoriser la participation est une moyenne de la valeur d'entreprise calculée à partir du multiple issu des comparables boursiers, des DCF et du multiple de transaction.

Titres de sociétés cotées

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

Les nouveaux investissements

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition, sauf si les conditions de marché ou tout autre événement intrinsèque à la société évaluée, sont de nature à modifier significativement sa valeur à la date de la première évaluation. Après leur acquisition, les filiales établissent des comptes consolidés annuels, certifiés par les auditeurs externes, et actualisent leurs plans d'activité et leurs prévisions de résultat pour l'exercice suivant la date de leur acquisition.

La méthodologie présentée ci-dessus est conforme aux « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué¹ (« ANR ») d'Edify s'est élevé à 444,5 M€ à fin décembre 2020 (91,46 € par action), avant la prise en compte de la décote de holding, en progression de 1,3 % par rapport à 2019. Cette légère augmentation témoigne de la résistance des participations à la crise et, par là même, de la robustesse du portefeuille.

1. L'Actif Net Réévalué communiqué ne tient pas compte de la décote de holding.

Présentation des comptes

PÉRIODE COMPTABLE

L'exercice social est de 12 mois calendaires.

DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2020, la perte d'exploitation d'Edify s'élève à 6 M€, correspondant essentiellement aux frais de fonctionnement. Le résultat financier d'Edify S.A., impacté par une provision pour dépréciation des titres de Thermo-Technologies, atteint -12 M€. La perte nette est de 18,5 K€.

DONNÉES CONSOLIDÉES

CHIFFRE D'AFFAIRES

Après un premier semestre 2020 impacté par la crise sanitaire, la plupart des entreprises ont renoué avec la croissance au second semestre (+3,2 %) : Gaviota-Simbac, de Buyer, les Usines Métallurgiques de Vallorbe, Sirem et Zurflüh-Feller ont enregistré sur ce semestre de fortes progressions de leur activité (entre 8 % et 20 %). En cumulé à fin décembre, le chiffre d'affaires consolidé d'Edify est ressorti à 558,4 M€, en retrait de 4,3 % à périmètre réel et de 4,0 % à périmètre comparable. Ce retrait est principalement dû à Thermo-Technologies, en raison de son exposition aux secteurs de l'aéronautique et de l'automobile affectés par la situation sanitaire, qui voit son chiffre d'affaires baisser de l'ordre de 11 %. Pellenc, quant à elle, a affiché un chiffre d'affaires stable.

RÉSULTAT

L'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé est en légère progression et s'établit à 60,6 M€ sur l'exercice.

Cette performance est liée essentiellement aux actions menées par les différentes sociétés dans le cadre de la crise (ajustement des frais généraux) et de mesures déployées par les pouvoirs publics (chômage partiel). Les économies réalisées ont permis aux sociétés du portefeuille de compenser tout ou partie des coûts et des manques à gagner consécutifs aux arrêts de production. Certaines d'entre elles (de Buyer, Gaviota et Pellenc) ont dégagé des résultats en augmentation par rapport à 2019. Le bénéfice net de l'ensemble consolidé est ressorti, pour sa part, à 9,6 M€. Il a notamment été altéré par un solde de charges et produits financiers négatif de 6,6 M€, conséquence du coût de l'endettement et de l'évolution défavorable des écarts de change. Il est en recul de 20,7 % par rapport à 2019.

SITUATION FINANCIÈRE

L'endettement financier net consolidé a été ramené de 89,6 à 79,6 M€ sur l'exercice bien que le rachat d'actions propres, opéré au quatrième trimestre, ait occasionné un décaissement de 9,5 M€. La bonne tenue des capacités d'autofinancement et des besoins en fonds de roulement, couplée à une modération des programmes d'investissements a permis un désendet-



tement significatif des sociétés. Grâce à sa solidité financière et à sa trésorerie mobilisable d'environ 162 M€ (avant acquisition de Ligier début 2021), Edify reste activement en recherche d'autres sociétés à forte ambition de développement.

Événement post-clôture

PRISE DE CONTRÔLE MAJORITAIRE DE LA SOCIÉTÉ LIGIER

Le 17 février 2021, Edify a procédé à l'acquisition de 58 % des titres du groupe Ligier (spécialiste de la mobilité sans permis et la livraison de proximité) aux côtés de son dirigeant François Ligier, portant son pourcentage de détention à 89,42 %. Lors de cette acquisition Edify a investi un montant supplémentaire de l'ordre de 32 M€.

Actionnaire minoritaire de Ligier depuis l'été 2016, Edify connaît donc la qualité de son modèle d'affaires, de son management et de ses équipes.

Ligier est une ETI d'environ 160 M€ de chiffre d'affaires, activement engagée dans la transformation de ses marchés que sont la mobilité sans permis et la livraison de proximité. L'électrification des parcs de véhicules, les changements réglementaires à venir relatifs à la motorisation thermique, ainsi que les évolutions des comportements en matière de mobilité ouvrent en effet une étape riche d'opportunités et de transformations pour l'entreprise.

Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active.

Informations sur les risques financiers

Edify a procédé à une revue des risques financiers qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous :

• Le risque lié à la valorisation des actifs :

Les actifs d'Edify sont principalement des participations non cotées dans lesquelles Edify détient le contrôle ou dispose d'une influence notable. La valeur de ces participations dépend notamment :

- de leurs performances financières,
- de leurs perspectives de croissance et de rentabilité,

- de leurs capacités à appréhender les risques inhérents à leur activité (risques environnementaux, industriels, ...),
- des évolutions des marchés actions (la valorisation des actifs non cotés reposant sur des paramètres de marché).

La progression de la valeur de ces actifs dépend de la capacité des équipes d'investissement d'Edify à sélectionner, acheter, accompagner et revendre des sociétés capables de se développer sur leur secteur. Edify instruit ses projets d'investissement en s'appuyant sur l'expertise de ses équipes d'investissement et sur des cabinets indépendants (due diligences notamment stratégiques, financières, juridiques, fiscales ou environnementales...).

Les performances opérationnelles et financières et la réalisation du plan stratégique de chaque société, ainsi que les risques auxquels celle-ci est soumise, sont suivies et analysées avec l'équipe de direction de la société concernée lors de réunions tenues régulièrement, soit dans le cadre de réunions de reporting, soit dans le cadre des organes de gouvernance de ces sociétés.

Plus globalement, Edify prend en compte, dans sa stratégie d'investissement, la diversification sectorielle pour limiter l'influence d'une volatilité des marchés. Les principales participations fournissent en effet des produits aux intervenants de secteurs aussi divers que la viticulture, la maintenance d'espaces verts, le bâtiment (résidentiel et commercial), l'industrie forestière, l'industrie aéronautique et automobile.

Par ailleurs, la caractéristique des investissements d'Edify, à horizon long terme, limite les cessions contraintes.

Néanmoins, il existe un risque que les réalisations économiques des participations ne soient pas en ligne avec les attentes d'Edify et pourraient se matérialiser par une baisse de la valorisation.

• Le risque de liquidité :

Les besoins de trésorerie d'Edify sont liés aux investissements, au service de la dette et à ses besoins en frais de fonctionnement. Ces besoins sont couverts par :

- la trésorerie et les placements financiers à court terme,
- par la rotation des actifs : les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés,
- par les financements bancaires et obligataires : les contrats comportent des clauses de covenant détaillées dans l'annexe financière. Au 31 décembre 2020, l'ensemble de ces clauses sont respectées et les perspectives du Groupe ne laissent présager aucun risque particulier,
- par les dividendes reçus des filiales et participations.

Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i.e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.

Les sources de financement d'Edify et de ses participations peuvent contenir des clauses de covenants et de défauts croisés. Au 31 décembre 2020, hormis Thermo-Technologies, Edify et l'ensemble des participations respectent leurs covenants.

Thermo-Technologies, ayant anticipé un bris de covenant, a négocié une dérogation (waiver) accordée par ses banques. Le niveau d'endettement et de trésorerie des sociétés fait l'objet d'un reporting régulier à Edify. Les covenants bancaires font l'objet de prévisions sur l'année à venir et sur la durée du plan d'affaires, annuellement et à chaque événement pouvant avoir un impact significatif sur ces covenants. Ces prévisions et ces calculs de covenants sont revus régulièrement par les équipes d'Edify.

• **Le risque de taux :**

L'Euro PP émis par Edify de 50 M€ est au taux fixe de 3,75 %. La majorité des autres emprunts du Groupe est à taux variable, dont une partie est couverte par des Swap.

• **Le risque de crédit :**

Les participations ont chacune une politique de suivi de leur risque de crédit client. Les créances pour lesquelles il existe un risque d'irrecouvrabilité font l'objet d'une dépréciation. À la clôture, le risque de crédit sur les créances clients n'est pas significatif, compte tenu de la localisation des clients (principalement France et Europe) et de la diversification sectorielle du Groupe.

En 2020, ce risque a fait l'objet d'un pilotage renforcé par le Groupe suite à la crise de la COVID-19, attentif au niveau des pertes de crédit attendues. Aucun impact significatif n'a été enregistré sur les dépréciations de créances clients comptabilisées au 31 décembre.

• **Le risque de change :**

Les participations d'Edify exercent une partie de leur activité à l'étranger et en conséquence réalisent une partie de leur résultat dans des monnaies autres que l'euro. Pour leurs filiales étrangères, les recettes et les coûts sont exprimés en devise locale.

La devise de présentation des états financiers étant l'euro, Edify doit convertir en euro les produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro lors de la préparation des états financiers.

Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés, même si leur valeur reste inchangée dans leur devise d'origine.

Ce risque de change se limite à 18 % du chiffre d'affaires d'Edify, résultant de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :

- 7 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar américain ;
- 6 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le franc suisse.

• **Les risques sur matières premières et prix :**

Les principales participations concernées par les risques sur matières premières et prix sont celles qui utilisent dans le processus de fabrication des matières soumises à des fluctuations de cours (principalement l'or, l'argent, le cuivre et l'acier). Les coûts d'achat de ces matières peuvent fluctuer de façon importante. Le risque réside donc en la capacité pour ces participations à répercuter ces variations dans les prix de vente.

Informations sur les acquisitions d'actions propres

Jusqu'au retrait de la Bourse, Edify possédait des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action d'Edify par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. Suite à l'offre publique de rachat de ses actions et au mécanisme de liquidité mis en place depuis le retrait, Edify a acquis 133 711 actions.

À la clôture de l'exercice, Edify détient 137 788 actions propres, représentant 2,84 % du capital social, pour un montant de 9,6 M€.

Existence de succursale

Edify a une succursale suisse à Genève dénommée Edify S.A. Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

Développement futur probable

Edify a pour priorités l'accompagnement des sociétés existantes dans leur transformation et leur développement, l'enrichissement du portefeuille par la réalisation d'arbitrages et la recherche d'opportunités d'investissements d'importance croissante. Les capacités financières d'Edify lui permettent de poursuivre ses investissements et d'envisager des acquisitions plus importantes.

Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose de reporter la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à 18 524 079,76 € en tant que résultats reportés.



Documents financiers consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	15
BILAN CONSOLIDÉ ACTIF	16
BILAN CONSOLIDÉ PASSIF	17
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	18
GÉNÉRAL	19
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	19
ÉVÈNEMENT POST-CLÔTURE	19
ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS	20
Note 1 – Principes comptables	
Note 2 – Périmètre	
Note 3 – Données liées à l'activité	
Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles	
Note 5 – Capitaux propres	
Note 6 – Éléments financiers	
Note 7 – Détails du tableau de flux de trésorerie	
Note 8 – Provisions	
Note 9 – Éléments liés au personnel	
Note 10 – Impôts courants et différés	
Note 11 – Engagements hors bilan	
Note 12 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées	
Note 13 – Honoraires	
Note 14 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise	

Documents financiers consolidés

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2020

En milliers d'euros	Notes	31/12/20	31/12/19
Chiffre d'affaires	NOTE 3	558 436	583 607
Autres produits de l'activité	NOTE 3	13 648	9 668
Achats consommés		-269 759	-278 009
Charges de personnel		-169 113	-174 123
Charges externes		-72 608	-81 159
EBITDA		60 604	59 984
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-22 651	-21 087
Dotations aux provisions courantes		62	-158
EBITA		38 015	38 739
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-2 986	-2 985
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		35 029	35 754
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	-2 906	-2 434
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés d'exploitation		-243	86
Amortissement des écarts d'acquisition	NOTE 4	-8 353	-9 321
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		23 527	24 084
<i>Produits financiers liés aux placements</i>		945	933
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		-5 536	-5 126
Coût de l'endettement net		-4 591	-4 193
Autres produits et charges financiers		-1 977	2 426
RÉSULTAT FINANCIER	NOTE 6	-6 568	-1 767
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		16 959	22 318
Impôts sur les bénéfices	NOTE 10	-9 371	-12 261
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 12	2 042	2 087
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		9 630	12 144
Résultat attribuable au Groupe		9 032	11 977
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		599	167



Bilan consolidé actif au 31 décembre 2020

En milliers d'euros	Notes	31/12/20	31/12/19
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	11 634	20 046
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	42 107	45 311
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	142 343	141 937
Participations dans les entreprises associées	NOTE 12	16 307	14 323
Actifs financiers	NOTE 6	22 659	20 705
Autres créances		738	571
Impôts différés actifs	NOTE 10	9 458	12 599
Engagements envers le personnel	NOTE 9	-	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		245 245	255 493
Actifs courants			
Stocks	NOTE 3	160 359	166 155
Clients	NOTE 3	88 600	100 948
Autres créances	NOTE 3	12 159	15 148
Actifs d'impôt exigible		10 622	8 360
Actifs financiers	NOTE 6	8 736	510
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	253 479	116 300
TOTAL ACTIFS COURANTS		533 955	407 420
TOTAL ACTIF		779 200	662 913

Bilan consolidé passif au 31 décembre 2020

En milliers d'euros	Notes	31/12/20	31/12/19
Capitaux propres			
Capital		4 860	4 860
Prime		242 803	242 803
Autres réserves		48 101	37 885
Résultat de la période		9 032	11 977
PART GROUPE		304 796	297 525
Participations ne donnant pas le contrôle		22 051	23 502
TOTAL CAPITAUX PROPRES	NOTE 5	326 847	321 027
Passifs non courants			
Provisions non courantes	NOTE 8	3 293	3 577
Autres passifs financiers	NOTE 6	148 180	155 776
Autres dettes		56	56
Engagements envers le personnel	NOTE 9	10 906	10 786
Impôts différés passifs	NOTE 10	11 279	14 213
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		173 713	184 408
Passifs courants			
Provisions courantes	NOTE 8	2 598	3 074
Autres passifs financiers	NOTE 6	185 977	50 290
Fournisseurs	NOTE 3	48 513	57 966
Autres dettes	NOTE 3	39 141	41 721
Dettes d'impôt		2 411	4 427
TOTAL PASSIFS COURANTS		278 640	157 478
TOTAL PASSIF		779 200	662 913



Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	31/12/20	31/12/19
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 630	12 144
Dotations aux amortissements/actif (sauf actif courant)		32 450	38 615
Dotation/reprise de provisions/passif		-246	-165
Gains et pertes latents liés aux variations de justes valeurs		-44	-15
Gains et pertes de change latents		1 256	-223
Charges calculées liées aux engagements de retraite envers le personnel		544	-986
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables		33 960	37 226
Résultat sur cession d'actifs et autres		4 812	-1 621
Quote-part de résultat des entreprises associées		-2 042	-2 087
Charge d'impôt différé		77	-1 481
Capacité d'autofinancement		46 437	44 180
Coût de l'endettement financier net (hors éléments non décaissables)		4 611	4 208
Dividendes des sociétés non consolidées		-43	-25
Charges d'impôt (hors impôts différés)		9 502	13 689
Variation du besoin en fonds de roulement	NOTE 7	5 652	-15 410
Impôts versés		-13 802	-10 005
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)		52 357	36 637
Décaissements liés aux acquisitions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		-20 676	-32 868
- d'actifs financiers non courants		-13 467	-3 708
Encaissements liés aux cessions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		699	449
- d'actifs financiers non courants		805	5 574
Variation des actifs financiers courants		-783	1 501
Acquisitions de sociétés, nettes de la trésorerie acquise		-2 499	-587
Cessions de sociétés, nettes de la trésorerie cédée		233	-2 228
Dividendes versés par les entreprises associées		50	29
Dividendes versés par les sociétés non consolidées		1 039	25
Intérêts reçus		396	511
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)		-34 203	-31 300
Augmentation des emprunts		141 605	21 679
Remboursement des emprunts		-21 510	-31 596
Augmentation nette des capitaux propres des filiales		-140	210
Dividendes versés et acomptes		-768	-1 082
Intérêts payés		-5 479	-5 124
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT ET DE CAPITAL (C)		113 708	-15 914
Incidence des variations des écarts de conversion sur la trésorerie (D)		-818	36
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (A+B+C+D)		131 044	-10 541
Trésorerie à l'ouverture	NOTE 7	100 589	111 130
Trésorerie à la clôture	NOTE 7	231 633	100 589

Général

Edify S.A. (ci-après Edify) est une holding industrielle constituée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 6, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour les couvertures de piscines, les agitateurs de tanks à lait et les équipements d'aqua fitness), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), **les Usines Métallurgiques de Vallorbe** (limes et outils de précision pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermo-Technologies** (fils de haute technicité et revêtement des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Faits marquants de l'exercice

ABANDON DU PROJET DE PRISE DE CONTRÔLE DE FISK ALLOY INC. PAR THERMO-TECHNOLOGIES

Le 25 février 2020, Edify avait annoncé que le groupe Thermo-Technologies avait conclu un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital de la société américaine Fisk Alloy Inc. En avril 2020, et compte tenu de la crise sanitaire, les parties ont décidé d'un commun accord de ne pas donner suite au projet.

ACQUISITION DE MOSSBACH PAR PELLENC

Pellenc a acquis le 30 juin 2020, la société Mossbach (concessionnaire de matériels agricole et viticole) pour 3 M€.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DES ACTIONS SUIVIE DU RETRAIT DE LA BOURSE

Edify a lancé une offre publique de rachat de ses actions le 8 octobre 2020, portant sur un maximum de 309 357 actions, représentant 6,37 % de son capital, au prix de 70 € par

action. Cette opération offrait aux actionnaires minoritaires une liquidité, à laquelle ils ne pouvaient alors avoir accès et leur permettait de céder leurs titres à un prix faisant ressortir une prime de 43 % par rapport au dernier cours de bourse. L'offre a pris fin le 12 novembre 2020 et un total de 123 636 actions a été apporté durant sa période d'acceptation.

Le retrait des actions Edify du marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg a pris effet le 27 novembre 2020. La décision de ce retrait s'explique par la faiblesse du volume de titres échangés, conséquence d'un capital flottant très réduit, et par l'absence de projets d'appel aux marchés à court et moyen termes.

Edify s'est engagée, pour une période supplémentaire de six mois à compter du 27 novembre 2020, date de retrait, à acquérir de gré à gré les actions détenues par les actionnaires minoritaires qui n'ont pas participé à l'offre publique et qui décideraient de vendre leurs actions. Le prix proposé reste à 70 €.

EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

Depuis un an, les sociétés se sont adaptées pour assurer la santé et la sécurité de leurs salariés tout en continuant leurs activités. Les aides de l'État (chômage partiel et Prêts Garantis par l'État) ont permis de limiter les impacts financiers et de sécuriser les liquidités des participations.

Face à cette crise sanitaire inédite, toutes les entreprises ont montré une agilité et une réactivité dans la prise de décisions leur permettant, pour certaines d'entre elles, d'afficher des résultats historiquement élevés.

La société Thermo-Technologies, en raison de son exposition aux secteurs de l'aéronautique et de l'automobile est affectée durablement par la situation actuelle. Pellenc, quant à elle, a affiché un chiffre d'affaires stable en 2020.

Événement post-clôture

PRISE DE CONTRÔLE MAJORITAIRE DE LA SOCIÉTÉ LIGIER

Le 17 février 2021, Edify a procédé à l'acquisition de 58 % des titres du groupe Ligier (spécialiste de la mobilité sans permis et la livraison de proximité) aux côtés de son dirigeant François Ligier, portant son pourcentage de détention à 89,42 %. Lors de cette acquisition Edify a investi un montant supplémentaire de l'ordre de 32 M€.



Annexes aux documents comptables consolidés

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTE I – PRINCIPES COMPTABLES

1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les normes comptables luxembourgeoises. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions prévues par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 14.

2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

Contrôle exclusif, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Contrôle conjoint, lorsque la société mère, comprise dans la consolidation, dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

Influence notable, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, il n'y a aucune dépréciation à constater.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.

L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVICES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2020 ont été établis en euro.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monnaies exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euro :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euro, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,

- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconues en résultat.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.

7. DISTINCTION COURANT / NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).

Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 14, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (incluant les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisitions) et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

EBITA : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

EFN : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, des créances obligataires non cotées émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions et des différés de règlement à caractère financier (crédit-vendeur). Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles et des subventions d'État (cf. Note 6.4).

9. CHANGEMENTS DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthodes ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.



NOTE 2 – PÉRIMÈTRE

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2020

Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/20	% d'intérêt 31/12/20	% d'intérêt 31/12/19
Edify S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	92,58	89,84
de Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	92,58	89,84
de Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	92,58	89,84
de Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis)	100,00	92,58	89,84
Marlux	Val d'Ajol (France)	100,00	92,58	89,84
de Buyer GmbH	Saarbrücken (Allemagne)	100,00	92,58	89,84
Parvosges	Ferney Voltaire (France)	100,00	54,70	–
Financière Nouveau Monde SA	Miribel (France)	100,00	90,02	97,08
Sirem SAS	Miribel (France)	100,00	90,02	97,08
Sirem Immobilier SNC	Miribel (France)	100,00	90,02	97,08
Parlyon	Ferney Voltaire (France)	100,00	75,00	–
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Languedoc Roussillon	Lézignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Honk Kong	Honk Kong	100,00	98,37	98,37
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Medoc (France)	100,00	98,37	98,37
PERA - Pellenc SA	Florensac (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	98,37	98,37
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	98,37	98,37
PERA America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Vignobles Champenois	Magenta (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Mossbach	Bar-sur-aube (France)	100,00	98,37	–
FDS Financière Développement Suisse SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	100,00	100,00
Usines Metallurgiques de Vallorbe SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	75,27	75,27
Parval	Vallorbe (Suisse)	100,00	100,00	–
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	99,08	98,52
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,08	98,52
Zurflüh-Feller SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,08	98,52
Eckermann	Schmitten (Allemagne)	100,00	99,08	98,52
CERF EURL	Autechaux Roide (France)	100,00	99,08	98,52
Profilmar	Marseille (France)	100,00	99,08	98,52
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	99,08	98,52
Parfontaine	Ferney Voltaire (France)	100,00	87,22	–
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Thermo-Technologies	Annecy (France)	100,00	87,36	87,36
Thermocompact	Annecy (France)	100,00	87,36	87,36

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2020 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/20	% d'intérêt 31/12/20	% d'intérêt 31/12/19
FSP-One SAS	Pont de Chéruy (France)	100,00	87,36	87,36
TSDM	Tournes (France)	100,00	87,36	87,36
HWA	Ho Chi Minh City (Vietnam)	100,00	87,36	87,36
IWT	Colorado Springs (États-Unis)	100,00	87,36	87,36
Thermo-Technologies Inc		100,00	87,36	–
Advanced Casting Asia Ltd Liability Company	Vinh Tan (Vietnam)	100,00	87,36	87,36

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE

Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (République Dominicaine)	–	–	34,88
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	46,50	46,50
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Revolution S.R.L.U.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,04	46,04
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	32,55
Eurolock	Santiago (Chili)	46,50	23,25	23,25
GLP	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Peru	Lima (Pérou)	–	–	46,04
Gaviota Costa Rica	San José (Costa Rica)	46,50	41,85	41,85
Gaviota Caribe	Santo Domingo (République Dominicaine)	–	–	23,25
Copen Fabrics	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Ponti	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vidrios Salinas	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Canarias	Tenerife (Espagne)	46,50	46,50	–
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	49,19	49,19	49,19
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	49,19	49,19	49,19

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

ACT Vinicole	Laverune (France)	48,20	48,20	48,20
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (République Dominicaine)	34,88	34,88	–
Gaviota Caribe	Santo Domingo (République Dominicaine)	23,25	23,25	–
Ligier Développement	Abrest (France)	31,52	31,52	31,52



NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 558,4 M€ au 31 décembre 2020. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/20	%	31/12/19	%
Europe	441,4	79%	455,9	78%
<i>dont France</i>	233,9	42%	250,4	43%
<i>dont Espagne</i>	61,9	11%	64,1	11%
<i>dont Allemagne</i>	45,9	8%	48,3	8%
<i>dont Italie</i>	45,0	8%	41,2	6%
Amériques	71,0	13%	75,8	13%
Asie	26,2	5%	25,6	4%
Afrique	9,7	2%	14,0	2%
Océanie	10,2	2%	12,3	2%
TOTAL	558,4	100%	583,6	100%

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 13,6 M€ au 31 décembre 2020 contre 9,7 M€ au 31 décembre 2019.

2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant représente la Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés d'exploitation et les dépréciations des écarts d'acquisition.

Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs, qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance

consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs corporels et incorporels, des plus ou moins-values sur cessions de titres de participations consolidés par intégration globale ou proportionnelle, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Dotation (-) reprise (+) sur provisions non courantes	3 269	-4 062
Autres éléments non courants	-6 175	1 628
<i>Produits non courants</i>	1 260	3 794
<i>Charges non courantes</i>	-7 436	-2 166
Autres produits et charges opérationnels non courants	-2 906	-2 434

L'amélioration des perspectives des Usines Métallurgiques de Vallorbe (UMV) a permis de reprendre une partie (2,5 M€) de la provision pour dépréciation de ses actifs (provision constituée en 2016, suite à l'identification d'une perte de valeur sur les actifs des UMV). Cette provision est réévaluée tous les ans (en 2019, une dotation de 4,4 M€ avait été comptabilisée) et s'établit à 3,9 M€ à fin 2020.

Pour rappel, les Usines Métallurgiques de Vallorbe ayant transféré leur Caisse de Pension dans une Caisse de Pension indépendante au 1^{er} janvier 2020, elles n'avaient plus d'engagement envers leurs salariés au 31 décembre 2019. Les engagements de retraite avaient ainsi été repris sur l'exercice 2019, impactant les produits non courants à hauteur de 2,2 M€.

Sur l'exercice 2020, une charge non courante de 3,8 M€ a été enregistrée chez Thermo-Technologies concernant le projet d'acquisition de la société américaine Fisk Alloy Inc., process abandonné en raison de la crise sanitaire.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Valeurs brutes		
Matières premières et autres approvisionnements	55 350	63 184
Produits finis et marchandises	122 876	120 455
TOTAL	178 226	183 638
Dépréciations	-17 867	-17 483
Valeurs nettes	160 359	166 155

4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Créances clients brutes	92 461	105 170
Dépréciations	-3 860	-4 222
Créances clients nettes	88 600	100 948

Le poste fournisseurs s'élève à 48 513 K€ au 31 décembre 2020, contre 57 966 K€ au 31 décembre 2019.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Valeurs brutes		
Créances sur le personnel	235	265
Autres taxes (dont TVA)	7 633	9 070
Charges constatées d'avance	3 255	4 448
Autres créances	1 036	1 364
TOTAL	12 159	15 148

Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Dettes sociales	24 191	25 407
Dettes fiscales	9 060	9 485
Produits constatés d'avance	2 758	2 436
Fournisseurs d'immobilisations	2 168	3 058
Autres	965	1 336
TOTAL	39 141	41 721

- l'écart d'acquisition positif est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,
- l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :
 - à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
 - à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
 - à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.



L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. Par contre, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs.

Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
Au 31 décembre 2019	20 046
Incidence des variations de périmètre	166
Incidence des variations du cours de change	-225
Dotation aux amortissements	-8 353
Au 31 décembre 2020	11 634

Sur l'exercice 2020, les principales variations de périmètre concernent des filiales de Gaviota et l'acquisition de Pellenc Mossbach, société de distribution basée en Champagne.

Le poste se compose principalement des écarts d'acquisition nets de Thermo-Technologies (6,9 M€), de TSDM (1,3 M€) et d'Eckermann (1,1 M€).

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les frais d'établissement sont retraités et considérés comme des charges de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,
- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,

- les frais de développement immobilisés le sont sous plusieurs conditions :
 - ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
 - il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
 - son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions,

Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur). En l'absence de dépôt, la marque n'est pas immobilisée et les frais engagés sont comptabilisés en compte de résultat.

- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société.

La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, à laquelle sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fonds de roulement.

Ces actifs incorporels sont à durée de vie définie et sont amortis, en général, sur 10 ans.

Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2020
Valeur brute au 31 décembre 2019	43 224	4 122	8 134	9 240	1 336	3 492	69 549
Acquisitions	-	344	81	263	393	741	1 822
Cessions	-	-15	-	-61	-42	-12	-130
Incidence des variations du cours de change	-	-2	-108	-1	-3	-	-113
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	26	-	-	26
Autres mouvements	-	115	-163	1 852	1 884	-3 303	384
Au 31 décembre 2020	43 224	4 564	7 944	11 318	3 568	918	71 537
Amortissement cumulé au 31 décembre 2019	-8 207	-2 699	-4 180	-7 294	-345	-1 513	-24 238
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-2 986	-513	-282	-1 042	-415	-	-5 238
Cessions	-	15	-	61	-	-	76
Incidence des variations du cours de change	-	1	14	-1	1	-	15
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-26	-	-	-26
Autres mouvements	-	-133	146	13	-1 558	1 513	-19
Au 31 décembre 2020	-11 193	-3 329	-4 302	-8 289	-2 318	-	-29 431
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2020	32 031	1 236	3 642	3 029	1 250	918	42 107
							Total 2019
Valeur brute au 31 décembre 2018	43 224	3 184	6 878	8 485	1 165	1 240	64 177
Acquisitions	-	284	1 133	383	72	1 101	2 973
Cessions	-	-	-299	-24	-2	-	-325
Incidence des variations du cours de change	-	12	49	70	2	-	134
Incidence des variations de périmètre	-	-45	-	-48	100	-	7
Autres mouvements	-	687	372	374	-2	1 151	2 583
Au 31 décembre 2019	43 224	4 122	8 134	9 240	1 336	3 492	69 549
Amortissement cumulé au 31 décembre 2018	-5 222	-2 123	-4 178	-6 442	68	-	-17 897
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-2 985	-500	-264	-944	-417	-	-5 109
Cessions	-	-	291	25	2	-	317
Incidence des variations du cours de change	-	-3	-9	-60	-	-	-72
Incidence des variations de périmètre	-	45	-	47	-	-	92
Autres mouvements	-	-119	-20	80	1	-1 513	-1 570
Au 31 décembre 2019	-8 207	-2 699	-4 180	-7 294	-345	-1 513	-24 238
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019	35 017	1 424	3 953	1 946	990	1 979	45 311



3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif. Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions: 20 à 40 ans,
- agencement et installations: 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels: 5 à 10 ans,
- véhicules: 3 à 5 ans,
- mobilier: 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable.

Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2020
Valeur brute au 31 décembre 2019	14 350	123 040	210 713	25 977	17 883	391 963
Acquisitions	11	3 473	7 016	1 899	11 538	23 936
Cessions	-	-2 260	-8 021	-1 116	-4	-11 401
Incidence des variations du cours de change	-8	-510	-1 089	-284	-145	-2 036
Incidence des variations de périmètre	419	2 125	-47	303	-	2 801
Autres mouvements	647	4 522	11 723	451	-19 682	-2 339
Au 31 décembre 2020	15 418	130 390	220 296	27 231	9 590	402 926
Amortissement cumulé au 31 décembre 2019	-2 807	-60 002	-168 391	-18 825	-	-250 025
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-384	-4 828	-11 202	-2 298	-	-18 712
Cessions	-	1 243	5 891	997	-	8 132
Incidence des variations du cours de change	-	132	586	171	-	889
Incidence des variations de périmètre	-160	-331	-57	-377	-	-925
Autres mouvements	-	1 871	-1 751	-62	-	58
Au 31 décembre 2020	-3 351	-61 915	-174 924	-20 394	-	-260 584
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2020	12 067	68 476	45 372	6 837	9 590	142 343
						Total 2019
Valeur brute au 31 décembre 2018	13 769	117 336	202 582	24 749	8 465	366 901
Acquisitions	549	4 974	6 591	2 076	19 124	33 314
Cessions	-1	-1 509	-4 811	-1 581	-1	-7 904
Incidence des variations du cours de change	-11	685	1 514	71	68	2 326
Incidence des variations de périmètre	-	-270	-1 268	-171	-8	-1 718
Autres mouvements	43	1 824	6 107	833	-9 763	-957
Au 31 décembre 2019	14 350	123 039	210 713	25 977	17 883	391 963
Amortissement cumulé au 31 décembre 2018	-2 449	-53 512	-157 796	-17 462	-	-231 219
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-360	-7 378	-14 031	-2 544	-	-24 312
Cessions	1	403	3 972	1 460	-	5 836
Incidence des variations du cours de change	-	-502	-1 300	-55	-	-1 857
Incidence des variations de périmètre	-	265	1 218	159	-	1 642
Autres mouvements	-	722	-455	-383	-	-115
Au 31 décembre 2019	-2 807	-60 002	-168 391	-18 825	-	-250 025
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019	11 542	63 037	42 322	7 152	17 883	141 937

4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans le cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation

de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

Sur l'exercice 2020, nous avons exclu des tableaux ci-dessous tous les contrats de location terminés.

Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Logiciels	Total 2020
Valeur brute au 31 décembre 2019	1 863	9 688	31 735	-	43 286
Acquisitions	-	-	3 539	74	3 613
Cessions	-	-	-917	-	-917
Incidence des variations du cours de change	-	-	-61	-	-61
Incidence des variations de périmètres	-	-	-	-	-
Autres mouvements (dont rachat de crédit bail)	-1 182	-729	-15 342	357	-16 896
Au 31 décembre 2020	681	8 959	18 954	431	29 024
Amortissement cumulé au 31 décembre 2019	-334	-3 263	-26 689	-	-30 286
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-29	-374	-2 598	-107	-3 108
Cessions	-	-	932	-	932
Incidence des variations du cours de change	-	-	38	-	38
Incidence des variations de périmètres	-	-	-	-	-
Autres mouvements (dont rachat de crédit bail)	830	729	15 390	-34	16 915
Au 31 décembre 2020	467	-2 908	-12 927	-141	-15 509
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2020	1 148	6 051	6 027	290	13 515
					Total 2019
Valeur brute au 31 décembre 2018	1 883	10 012	31 331	-	43 225
Acquisitions	-	-	805	-	805
Cessions	-	-	-696	-	-696
Incidence des variations du cours de change	-	-	158	-	158
Incidence des variations de périmètre	-	-	-24	-	-24
Autres mouvements	-20	-323	161	-	-182
Au 31 décembre 2019	1 863	9 688	31 735		43 286
Amortissement cumulé au 31 décembre 2018	-300	-3 075	-24 740	-	-28 116
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-34	-380	-1 674	-	-2 088
Cessions	-	-	191	-	191
Incidence des variations du cours de change	-	-	-84	-	-84
Incidence des variations de périmètre	-	-	12	-	12
Autres mouvements	-	192	-394	-	-202
Au 31 décembre 2019	-334	-3 263	-26 689		-30 286
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019	1 529	6 425	5 046		13 000



NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Capitaux Propres Edify S.A. Ouverture	297 525	285 358
Résultat exercice	9 032	11 977
Parts bénéficiaires (cf. Note 10)	-	-
Écarts de conversion	-1 967	-150
Divers	206	340
Capitaux Propres part Groupe	304 796	297 525
Participations ne donnant pas le contrôle	22 051	23 502
TOTAL CAPITAUX PROPRES	326 847	321 027

Aux 31 décembre 2020 et 2019, le capital souscrit d'Edify s'élève à 4,86 M€ et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

Conformément aux normes luxembourgeoises, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de cinq ans (cf. Note 4.1). Les capitaux propres consolidés sont affectés par les amortissements des écarts d'acquisition pour un montant de 8,4 M€ sur l'exercice 2020 (cf. Note 4.1) et de 36,6 M€ en cumulé. Pour rappel, les écarts d'acquisition de 34,2 M€, déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014, ont été immédiatement déduits des réserves.

2. ACTIONS PROPRES

Suite à l'offre publique de rachat lancée par la Société préalablement au retrait de la Bourse, Edify détient, à la clôture, 137 788 actions propres, représentant 2,84 % du capital social et valorisées pour un montant total de 9,6 M€, contre 0,1 M€ à fin 2019.

Ces actions propres sont comptabilisées en tant qu'Actifs Financiers non courants. Aucune cession de ces actions propres n'est prévue à court terme. Au-delà des trois ans légaux, elles seront imputées sur les capitaux propres. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify a constitué une réserve indisponible du même montant.

NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 9),

- plus ou moins-values de cession de titres de participations consolidées par mise en équivalence ou de cession de titres à des minoritaires,
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Coût de l'endettement financier net	-4 591	-4 193
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>945</i>	<i>933</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-5 536</i>	<i>-5 126</i>
Effets de change	-2 439	143
Écarts actuariels	419	-255
Autres produits et charges financiers	43	2 538
Résultat financier	-6 568	-1 767

Les charges financières liées à l'endettement sont impactées par le coût de l'emprunt obligataire privé Euro PP (1,9 M€) souscrit le 16 mai 2018.

Certaines participations, actives notamment sur le marché sud-américain, ont souffert d'effets de change négatifs significatifs dus à la dépréciation des devises vis-à-vis de l'euro. Pour rappel, au 31 décembre 2019, du fait du transfert dans une Caisse indépendante de la Caisse de pensions, les engagements de retraite des Usines Métallurgiques de Vallorbe avaient été intégralement repris (cf Note 3.2). Les autres produits financiers de 2019 étaient essentiellement dus aux plus-values de cessions de titres (2,8 M€) dont ceux de Cotherm.

2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Titres de participations non contrôlées	10 132	10 415
Actions propres	9 558	-
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	7 026	6 499
Prêts	1 061	54
Autres	3 618	4 248
Actifs financiers non courants & courants	31 395	21 215
Exigibles dans le délai d'un an	8 736	510
Actifs financiers non courants	22 659	20 705

Les titres de participations non contrôlées comprennent des titres de Lacroix pour 6,0 M€.

Les créances obligataires correspondent principalement aux obligations convertibles émises par la holding de Ligier

Group au profit d'Edify (6,6 M€), remboursées, en février 2021, lors de la prise de participation majoritaire de Ligier par Edify, et dès lors classées en Actif financier non courant au 31 décembre 2020. Les intérêts de l'année liés à ces créances obligataires sont capitalisés. La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Emprunts auprès des établissements de crédits	269 776	140 796
Crédits-bails	9 873	10 426
Emprunt obligataire privé Euro PP	50 000	50 000
Emprunts et dettes financières divers	4 507	4 844
Passifs financiers non courants & courants	334 157	206 066
Exigibles dans le délai d'un an	185 977	50 290
Passifs financiers non courants	148 180	155 776

Dans le contexte de la pandémie mondiale, afin de sécuriser leur trésorerie, Edify et ses participations ont tiré sur leurs lignes de crédit pour 120 M€. Par ailleurs les participations ont sollicité des Prêts Garantis par l'État (et équivalents) pour 54 M€. Pour rappel, en mai 2018 Edify avait souscrit son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ à sept ans au taux fixe de 3,75 %.

Échéancier des dettes financières

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
À 1 an au plus	185 963	50 285
Plus d'1 an et moins de 5 ans	138 234	87 328
À plus de 5 ans	9 960	68 453
TOTAL	334 157	206 066

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques ou gages s'élèvent à 65 M€ au 31 décembre 2020.

Covenants

Edify a négocié des lignes de crédit à hauteur de 150 M€ auprès de cinq établissements bancaires, dont 73 M€ ont été tirés au 31 décembre 2020 afin de sécuriser sa trésorerie dans le contexte de la crise sanitaire. Elle a également souscrit à un emprunt Euro PP de 50 M€ auprès d'investisseurs privés. La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit et les investisseurs privés est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter trois covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué, dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi et montant de disponibilités.). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2020.

Sirem, de Buyer et Zurflüh-Feller, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2020, leurs covenants respectifs.

Sur le second semestre 2020, Thermo-Technologies, ayant anticipé un bris de covenant, a négocié une dérogation (waiver) accordée par ses banques. Au 31 décembre elle respecte ses nouveaux ratios.

4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, ainsi que des compléments de prix ou paiements différés sur les acquisitions, et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État.

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	333 972	205 402
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	1 080	85
Trésorerie et équivalents de trésorerie	253 479	116 300
Endettement Financier Net (hors compléments de prix et différés de paiement)	79 413	89 017
Compléments de prix et différés de paiement sur acquisitions	154	630
Endettement Financier Net total	79 567	89 647

5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins-value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

Les instruments de couverture dont le sous-jacent est un passif financier sont classés dans le poste « Autres passifs financiers » et sont inclus dans l'Endettement Financier Net. Au 31 décembre 2020, ils sont inférieurs à 0,1 M€.



NOTE 7 – DÉTAILS DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31/12/20
Trésorerie à l'ouverture	100 589
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	116 300
Découverts bancaires	-15 711
Trésorerie à la clôture	231 633
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	253 479
Découverts bancaires	-21 846

2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Variation des stocks nets	3 992	-21 888
Variation des clients nets	9 427	-3 544
Variation des fournisseurs	-6 893	9 275
Variation des autres créances et dettes	-874	747
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	5 652	-15 410

NOTE 8 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque parfaitement

identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise, il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2020
Au 1 ^{er} janvier 2020	2 474	748	354	3 577
Dotations	-	226	14	240
Reprises utilisées	-98	-406	-73	-577
Reprises non utilisées	-	-8	88	80
Incidence des variations de change	-11	-	-2	-13
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	6	-19	-	-13
Au 31 décembre 2020	2 371	541	381	3 293
				Total 2019
Au 1 ^{er} janvier 2019	2 443	831	464	3 738
Dotations	-	195	148	343
Reprises utilisées	-28	-240	-3	-271
Reprises non utilisées	-	-42	-195	-237
Incidence des variations de change	2	-	2	4
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	57	4	-61	-
Au 31 décembre 2019	2 474	748	355	3 577

2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2020
Au 1 ^{er} janvier 2020	2 265	626	183	3 074
Dotations	-660	487	2	-171
Reprises utilisées		-197	-	-197
Reprises non utilisées		-39	-93	-132
Incidence des variations de change	-	-	-	-
Variation de périmètre		-	-	-
Autres mouvements	6	19	-	25
Au 31 décembre 2020	1 611	896	92	2 598
				Total 2019
Au 1 ^{er} janvier 2019	1 348	657	391	2 396
Dotations	697	122	46	865
Reprises utilisées	-	-13	-12	-25
Reprises non utilisées	-	-142	-20	-162
Incidence des variations de change	3	2	-5	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	217	-	-217	-
Au 31 décembre 2019	2 265	626	183	3 074

NOTE 9 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

1. EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2020 est de 3 775 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année), contre 3 846 au 31 décembre 2019.

2. AVANTAGES DU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire

lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.



Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les autres régimes de retraite à prestations définies.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, résultant de la modification ou de la réduction d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en charge de personnel et, concernant la charge de désactualisation, en charge financière.

La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Dettes de retraite et engagements assimilés	10 906	10 786
Actifs de retraite (fonds)	-	-
Engagement Net	10 906	10 786

3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 269 K€ pour l'année 2020, contre 271 K€ pour l'année 2019.

NOTE IO – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

1. IMPÔTS COURANTS

Des conventions d'intégration fiscales existent au niveau des sous-groupes français.

2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés). Les actifs d'impôt différé ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,
- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Impôts courants	-9 502	-13 689
Impôts différés	131	1 428
Impôts sur les bénéfices	-9 371	-12 261

Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/20 Actif	31/12/19 Actif	Impact Compte de résultat 2020
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	4 096	6 335	-77
<i>IDA liés aux retraites</i>	2 358	2 110	-30
<i>IDA liés aux méthodes de provisions</i>	521	523	2
<i>IDA liés aux dettes fiscales et sociales</i>	1 328	1 130	3
<i>IDA liés aux justes valeurs</i>	957	933	-7
Impôts différés sur marges internes	5 362	6 264	-804
TOTAL	9 458	12 599	-881
	Passif	Passif	
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	10 915	13 831	1 004
<i>IDP liés à la relation clients</i>	8 008	8 754	746
<i>IDP liés aux justes valeurs des immobilisations</i>	928	1 067	87
<i>IDP liés aux crédits-bails</i>	1 424	1 454	-40
<i>IDP liés aux différences sur les amortissements</i>	2 457	2 390	45
<i>IDP liés à l'activation des frais de développement</i>	167	233	4
Impôts différés sur marges internes	364	382	8
TOTAL	11 279	14 213	1 012

NOTE II – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Loyers restant à payer sur locations simples	13 154	16 261
Autres engagements donnés	218	653
Engagements donnés	13 372	16 914
Garanties d'actifs et de passifs	12 870	14 138
Lignes de crédit non utilisées	141 633	211 260
Engagements reçus	154 503	225 398
Options d'achats d'actifs	24 432	26 007
Engagements réciproques	24 432	26 007

Les options d'achat d'actifs comprennent 20,2 M€ d'obligation de rachats de titres, qui surviendront entre 2021 et 2025. Par ailleurs, depuis 2016, Edify a émis 498 083 parts bénéficiaires pour un montant nominal total de 5 253 634,56 €.

La Société a pris un engagement et bénéficie d'une option de rachat en vue d'acquérir la propriété de ces parts bénéficiaires. Selon l'évaluation au 31 décembre 2020, ce rachat impacterait ses fonds propres à hauteur de 3,7 M€.



NOTE 12 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2020, sont principalement composées de Ligier (14,2 M€) et d'Acaper SL (2,0 M€).

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Quote-part de capitaux propres à l'ouverture	14 323	12 264
Quote-part de résultat de la période	2 042	2 087
Dividendes versés	-50	-28
Autres mouvements	-8	-
Quote-part de capitaux propres à la clôture	16 307	14 323

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 9.3), il n'existe aucune transaction avec les autres parties liées.

NOTE 13 – HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 359 k€, dont 356 k€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2020.

En milliers d'euros	31/12/20	31/12/19
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	356	328
<i>Émetteur</i>	97	104
<i>Filiales intégrées globalement</i>	259	224
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	3	3
TOTAL	359	332

NOTE 14 – ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	2020	2019	Correspondance avec les comptes présentés
1. Chiffre d'affaires net	558 436	583 607	Chiffre d'affaires
2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication	-2 065	21 185	Achats consommés
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif	-	-	
4. Autres produits d'exploitation	13 648	9 668	Autres produits de l'activité
5. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	-261 197	-289 915	Achats consommés
5. b) Autres charges externes	-6 839	-7 748	Achats consommés
6. Frais de personnel	-169 113	-174 123	Charges de personnel
<i>a. salaires et traitements</i>	<i>-127 337</i>	<i>-133 899</i>	
<i>b. charges sociales couvrant les salaires et traitements</i>	<i>-38 882</i>	<i>-36 579</i>	
<i>c. pensions complémentaires</i>	<i>-963</i>	<i>-1 325</i>	
<i>d. autres frais de personnel</i>	<i>-1 931</i>	<i>-2 320</i>	
7. Corrections de valeur	-33 630	-35 211	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-22 651</i>	<i>-21 087</i>	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	<i>62</i>	<i>-158</i>	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	<i>-40</i>	<i>213</i>	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	<i>-8 353</i>	<i>-9 321</i>	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	<i>-2 986</i>	<i>-2 985</i>	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	<i>343</i>	<i>-1 530</i>	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	<i>-5</i>	<i>-343</i>	Charges externes
8. Autres charges d'exploitation	-75 712	-83 378	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	23 527	24 084	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
9. Produits provenant de participations	-7 924	-3 773	Autres produits et charges financiers
10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	5 273	1 878	Autres produits et charges financiers
11. Autres intérêts et produits assimilés	945	933	Produits financiers liés au placement
12. Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	-	-	
13. Intérêts et charges assimilés	-4 863	-804	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	<i>8 176</i>	<i>6 614</i>	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-5 536</i>	<i>-5 126</i>	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	<i>-7 502</i>	<i>-2 292</i>	Autres produits et charges financiers
RÉSULTAT FINANCIER	-6 568	-1 767	RÉSULTAT FINANCIER
14. Impôts sur le résultat	-9 371	-12 261	Impôts sur les bénéfices
15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2 042	2 087	Quote-part de résultat des entreprises associées
16. Résultat après impôts sur le résultat	9 630	12 144	
17. Autres impôts	-	-	
18. Résultat de l'exercice	9 630	12 144	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ



ACTIF

En milliers d'euros	31/12/20 Net	31/12/19 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Actif immobilisé	234 221	242 833	
I. Immobilisations incorporelles	42 107	45 311	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	1 236	1 290	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	14 008	13 100	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	25 945	28 941	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	918	1 981	
II. Écart d'acquisition	11 634	20 046	Écarts d'acquisition
III. Immobilisations corporelles	142 343	141 937	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	80 541	74 579	
2. Installations techniques et machines	45 374	42 324	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	6 838	7 151	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	9 590	17 883	
IV. Immobilisations financières	38 137	35 538	
1. Parts dans les entreprises liées	16 307	14 323	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	11 162	10 457	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	10 669	10 759	Actifs financiers courants et non courants
V. Impôts différés actifs	9 458	12 599	Impôts différés actifs
B. Actif circulant	532 260	403 032	
I. Stocks	160 359	166 155	Stocks
1. Matières premières et consommables	47 742	53 324	
2. Produits finis et marchandises	112 616	112 830	
II. Créances	108 864	120 578	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	88 600	100 948	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	13	-450	Autres créances
3. Créances envers le personnel	-	-	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	20 251	20 080	Autres créances + Actif d'impôt exigible
III. Valeurs mobilières	9 558	-	
1. Parts dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Actions propres ou parts propres	9 558	-	Actifs financiers
3. Autres valeurs mobilières	-	-	
IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse	253 479	116 300	Trésorerie et équivalents de trésorerie
C. Comptes de régularisation	3 261	4 448	Autres créances
TOTAL DU BILAN ACTIF	779 200	662 913	

PASSIF

En milliers d'euros	31/12/20 Net	31/12/19 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Capitaux propres	326 846	321 027	
I. Capital souscrit	4 860	4 860	Capital
II. Primes d'émissions et primes assimilées	242 803	242 803	Prime
III. Réserves de réévaluations	-	-	
IV. Réserves	48 101	37 885	Autres réserves
V. Résultats reportés	-	-	
VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)	9 032	11 977	Résultat de la période
Intérêts minoritaires	22 051	23 502	Participations ne donnant pas le contrôle
B. Provisions	16 797	17 436	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	10 906	10 786	Engagements envers le personnel
2. Autres provisions	5 891	6 650	Provisions non courantes et courantes
C. Impôts différés passifs	11 279	14 213	Impôts différés passifs
D. Dettes non subordonnées	421 519	307 801	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes financières envers des établissements de crédit et divers	333 883	205 241	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>185 704</i>	<i>49 856</i>	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	<i>148 180</i>	<i>155 386</i>	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	48 513	57 966	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>48 513</i>	<i>57 966</i>	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	2 168	3 058	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	12	-399	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>12</i>	<i>-399</i>	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	35 650	39 768	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>35 650</i>	<i>39 768</i>	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
10. Autres dettes	1 293	2 167	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>990</i>	<i>1 347</i>	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	<i>306</i>	<i>816</i>	Autres dettes non courantes
E. Comptes de régularisation	2 758	2 436	
TOTAL DU BILAN PASSIF	779 200	662 913	





Rapport du réviseur d'entreprises agrées



Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Aux actionnaires de
Edify S.A.
6, Boulevard d'Avranches
L-1160 Luxembourg

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Edify S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2020 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments

probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments pro-

bants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit ;
- Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Gabriel de Maigret

Luxembourg, le 5 mai 2021

Edify mai 2021

Réalisation: Explorations 

Photos:
P.2 et P.3 - Philippe Lévy

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry, no matter how small, should be recorded to ensure the integrity of the financial data. This includes not only sales and purchases but also expenses, income, and any other financial activities. The document provides a detailed explanation of how to categorize these transactions and how to use a double-entry system to ensure that the books are balanced. It also discusses the importance of regular reconciliations to catch any errors or discrepancies early on.

The second part of the document focuses on the practical aspects of bookkeeping. It provides a step-by-step guide to setting up a chart of accounts, which is a list of all the accounts used in the business. This chart is essential for organizing the financial data and for generating meaningful financial statements. The document also discusses the importance of using a consistent and clear coding system for each account to facilitate easy identification and tracking.

The third part of the document covers the various financial statements that can be generated from the bookkeeping records. It explains the purpose and components of the balance sheet, the income statement, and the cash flow statement. It provides examples of how these statements are prepared and how they can be used to analyze the financial performance of the business. The document also discusses the importance of providing these statements to management and other stakeholders to support decision-making.

The final part of the document discusses the role of bookkeeping in tax compliance. It explains how the bookkeeping records are used to calculate taxable income and to prepare tax returns. It provides a detailed overview of the tax laws that apply to businesses and discusses the importance of keeping accurate records to ensure that all taxes are paid correctly and on time. The document also discusses the importance of consulting with a tax professional to ensure that the business is taking full advantage of all available tax deductions and credits.



EDIFY S.A.
Société anonyme

Siège Social

6, Boulevard d'Avranches
1160 Luxembourg
Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 190 500
Tél. : +352 24 83 16 20

Succursale du Grand-Saconnex

29, route de l'Aéroport
CP 230
1215 Genève 15
Suisse
Tél. : +41 22 710 05 27

www.edify-investmentpartner.com
contact@edify-investmentpartner.com